



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 26-29 novembre 2018

Distribution: générale

Point 7 de l'ordre du jour

Date: 23 octobre 2018

WFP/EB.2/2018/7-C/Add.1

Original: anglais

Rapports d'évaluation

Pour examen

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Réponse de la direction aux recommandations issues de l'évaluation du portefeuille d'activités au Mali pour la période 2013-2017

Contexte

1. On trouvera dans le présent document la réponse de la direction aux recommandations issues de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Mali.
2. Cette évaluation a porté sur l'ensemble des opérations menées par le PAM au Mali de 2013 à 2017 et sur le positionnement stratégique du PAM dans le pays, la qualité des décisions prises et les facteurs les ayant motivées, ainsi que la performance et les résultats des activités du portefeuille.
3. À la lumière des conclusions de l'évaluation, huit recommandations, qui seront mises en œuvre par le PAM à compter de 2018, ont été formulées.
4. Au cours de la période couverte par l'évaluation, le PAM a notamment intensifié ses activités au Mali pour faire face au conflit et aux déplacements de grande envergure provoqués par la crise politique et sécuritaire de 2012-2013, puis a réduit ses activités après la signature d'un accord de paix et le retour de la plupart des personnes déplacées. Plus récemment, il a également mené une intervention face à une grave sécheresse.
5. Le conflit de grande envergure a certes pris fin, mais une partie importante et toujours plus vaste du pays est touchée par l'insécurité, et le Gouvernement peine à maintenir la stabilité et à fournir les services essentiels. Cette situation compromet la sécurité alimentaire et l'aptitude du Gouvernement à s'acquitter de ses fonctions premières, notamment venir en aide aux personnes dans le besoin.

Coordonnateurs responsables:

M. A. Dieng
Directeur régional
Afrique de l'Ouest
courriel: abdou.dieng@wfp.org

Mme S. Caruso
Directrice de pays
courriel: silvia.caruso@wfp.org

6. Le Secrétariat accueille avec satisfaction les constatations et les recommandations issues de l'évaluation qui éclaireront l'élaboration d'un plan stratégique de pays pour le Mali (PSP).
7. Le tableau suivant présente les mesures qu'il est prévu de prendre ainsi que les délais de mise en œuvre correspondants.

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU MALI POUR LA PÉRIODE 2013-2017			
Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p>Recommandation 1: Comprendre les causes profondes des besoins</p> <p>Tout en conservant un mécanisme d'intervention, pour être en mesure de faire face aux besoins humanitaires aigus en cas de déplacement causé par le conflit ou des chocs climatiques, le PAM devrait:</p> <p>a) procéder à une analyse approfondie, en bonne et due forme, des causes profondes des besoins dans l'ensemble du pays, par région, par type de besoin, par type de bénéficiaire, etc.;</p>	Bureau de pays avec l'appui du bureau régional	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>a) L'analyse des besoins et de leurs causes profondes est en cours. L'examen stratégique national Faim zéro récemment réalisé constitue un élément essentiel de cette analyse et fournit en outre des éléments utiles à la conception du PSP. Au cours des 12 prochains mois, les facteurs déterminants de la malnutrition dans différentes régions du pays et les liens entre cohésion sociale (ou conflit), insécurité alimentaire et impact des activités du PAM feront également l'objet d'examens et d'études. Dans le cadre de l'élaboration du PSP, une analyse approfondie de l'insécurité alimentaire sera effectuée à partir de séries de données provenant d'enquêtes nationales antérieures sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Les résultats permettront d'actualiser l'analyse intégrée du contexte, qui éclairera ensuite les décisions du bureau de pays concernant les priorités géographiques.</p>	2019

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU MALI POUR LA PÉRIODE 2013-2017			
Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p>b) examiner avec ses partenaires, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), les autres organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG), et avec le Gouvernement, les liens stratégiques entre assistance humanitaire, aide au développement et consolidation de la paix, et les activités du PAM susceptibles de contribuer (indirectement) au traitement combiné des symptômes et des causes des besoins;</p>		<p>b) L'examen des liens stratégiques a déjà commencé à plusieurs niveaux: dans le cadre du bilan commun de pays sur la base duquel est établi le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui place le triple couplage assistance humanitaire-aide au développement-consolidation de la paix au rang des principes directeurs; par l'intermédiaire d'une équipe spéciale de liaison ad hoc chargée de ce couplage, dont font partie le PAM et la FAO et qui a été créée sous les auspices de la Commission de réhabilitation des zones post-conflit (l'une des entités chargées de coordonner la fourniture de l'aide humanitaire au Mali, qui compte parmi ses membres des représentants du Gouvernement, de la communauté des donateurs et des organismes des Nations Unies); et dans le cadre d'une coopération bilatérale directe établie avec certains partenaires, notamment d'autres organismes des Nations Unies et des ONG, pour l'élaboration de programmes collectifs visant à améliorer l'accès aux services, la cohésion sociale et la résilience face aux chocs, grâce à des interventions intégrées et complémentaires.</p>	

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU MALI POUR LA PÉRIODE 2013-2017			
Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p>c) envisager de mener des activités synergiques pour s'attaquer aux causes profondes des besoins, par exemple des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) pluriannuelles, afin de rendre l'assistance moins nécessaire pendant la période de soudure (de juin à septembre); et</p>		<p>c) Le bureau de pays s'emploie actuellement à amplifier ses interventions multisectorielles et pluriannuelles, notamment grâce à une programmation conjointe. Avec le soutien financier du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, le bureau de pays étend la mise en place d'un ensemble intégré d'interventions, notamment des activités 3A visant à renforcer la résilience des communautés, des ménages et des individus. Un programme pluriannuel ciblant les zones extrêmement fragiles et financé par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix est en cours d'exécution avec la FAO et le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Un programme triennal élaboré en coopération avec la FAO et l'UNICEF, qui cible le centre du Mali et associe activités nutritionnelles, filets de sécurité et appui à la production agricole, est en cours d'élaboration et sera présenté au Canada, comme donateur potentiel. Une stratégie conjointe du PAM, de la FAO et de l'UNICEF visant à promouvoir la résilience au moyen d'interventions multisectorielles et pluriannuelles est également en cours d'élaboration. En outre, le bureau de pays renforcera ses activités de sensibilisation et d'analyse ayant trait aux inégalités entre les sexes, en tant que causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition,</p>	

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU MALI POUR LA PÉRIODE 2013-2017			
Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
		en prenant en compte dans sa programmation actuelle les conclusions et recommandations issues d'une étude de la problématique hommes-femmes dans les interventions fondées sur les transferts de type monétaire.	
d) veiller à ce que les besoins des populations pastorales et agropastorales soient convenablement pris en considération.		d) En 2017, l'assistance saisonnière apportée pour faire face à la sécheresse comportait un volet visant spécifiquement à répondre aux besoins des populations pastorales et agropastorales pendant la saison de soudure précoce de mars à juin. L'état des pâturages et l'accès aux eaux de surface seront surveillés de près pendant la saison des pluies et jusqu'à la fin de la période de soudure pastorale. D'autres travaux d'analyse prévus sur les 12 prochains mois auront pour objectifs l'amélioration du ciblage des populations pastorales et agropastorales et l'élaboration d'une stratégie d'intervention adaptée. À cet effet, il conviendra de se coordonner avec le Gouvernement et d'autres acteurs, notamment la FAO et le Comité international de la Croix-Rouge.	

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU MALI POUR LA PÉRIODE 2013-2017			
Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p>Recommandation 2: Redéfinir les priorités dans la répartition régionale de l'assistance</p> <p>Le PAM devrait:</p> <p>a) revoir le ciblage géographique actuel de l'assistance alimentaire générale en vue de répondre aux besoins au-delà des zones de conflit du nord et du centre;</p>	Bureau de pays	<p>a) La recommandation est partiellement acceptée.</p> <p>L'apport de l'assistance alimentaire n'est pas limité aux zones de conflit car le ciblage repose sur les résultats des évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Lorsqu'il fixe ses priorités opérationnelles, le PAM tient également compte de la complémentarité avec les interventions et les priorités des autres parties prenantes, notamment le Gouvernement, les autres organismes des Nations Unies et les ONG. Pendant la période de soudure de 2018, lorsque des besoins ont été recensés dans le sud et l'ouest du pays, l'aide a été étendue à ces régions. Il convient toutefois de noter que, lorsque les ressources sont limitées par rapport aux besoins, le PAM est tenu de fixer des priorités et les zones touchées par le conflit affichent généralement les indicateurs de sécurité alimentaire et de nutrition les plus alarmants du pays.</p>	2019

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU MALI POUR LA PÉRIODE 2013-2017			
Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
b) améliorer la coordination avec ses partenaires, notamment le Comité international de la Croix-Rouge, afin d'harmoniser les critères de ciblage et d'éviter que certaines régions du pays reçoivent trop d'assistance et d'autres pas assez;		b) La recommandation est acceptée. Le PAM s'efforce en permanence d'améliorer la coordination de l'assistance alimentaire et nutritionnelle fournie dans le cadre du plan national d'intervention coordonné par le Gouvernement et des actions menées par les modules de la sécurité alimentaire et de la nutrition. En 2018, un effort particulier a été consenti pour renforcer le module de la sécurité alimentaire. Les investissements actuellement consacrés à la poursuite de l'amélioration de la coordination portent notamment sur le renforcement des capacités des institutions publiques (notamment les services du Commissaire à la sécurité alimentaire) et sur l'amélioration de la communication entre les acteurs et entre ces derniers et la communauté des donateurs.	
c) examiner avec les donateurs la répartition géographique des besoins en vue de mobiliser davantage de fonds en faveur des régions qui ne sont actuellement pas directement touchées par le conflit; et		c) La recommandation est partiellement acceptée. Dans le cadre de l'intervention face à la crise actuelle, les donateurs ont fait preuve d'ouverture d'esprit et de souplesse quant à l'utilisation de leurs contributions, ce qui a permis au bureau de pays d'apporter l'assistance d'urgence du PAM voulue aux personnes en difficulté. Il faut néanmoins savoir que, selon les gouvernements donateurs, les institutions et programmes nationaux devraient utiliser leurs propres ressources pour résorber les poches	

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU MALI POUR LA PÉRIODE 2013-2017			
Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
		d'insécurité alimentaire situées dans les zones sans conflit où le Gouvernement est présent et est à même d'assurer les services, à moins que ces zones ne subissent un choc important voire très important. Le bureau de pays s'emploie déjà avec d'autres partenaires à mobiliser des ressources (notamment un financement pluriannuel) pour renforcer la résilience dans les zones qui ne sont pas directement touchées par le conflit. Il s'efforce notamment de documenter les résultats escomptés de l'amélioration de la résilience, pour ce qui est des aspects suivants: réduction de la demande d'aide extérieure, promotion de la cohésion sociale et recul de la perception de marginalisation.	
d) examiner avec le Gouvernement la division de la couverture (toujours sous la supervision du Gouvernement) par région et par lieu – par exemple, entre bénéficiaires ruraux et bénéficiaires urbains, ces derniers étant plus faciles à atteindre.		d) La recommandation est acceptée. Des progrès restent à faire en ce qui concerne le partage de la responsabilité des interventions avec les administrations publiques, notamment le système national de protection sociale et le bureau du Commissariat à la sécurité alimentaire. La prévisibilité des interventions du Gouvernement demeure limitée par le manque de capacités et de ressources disponibles, ce qui ne facilite pas la coordination et la communication avec les donateurs concernant les besoins restants.	

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU MALI POUR LA PÉRIODE 2013-2017			
Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p>Recommandation 3: Planifier longtemps en avance les conséquences des réductions des financements en faveur de l'alimentation scolaire et des activités nutritionnelles</p> <p>Le PAM devrait:</p> <p>a) estimer de façon réaliste les fonds qu'il pourra allouer à ces activités à l'avenir et recenser tous les moyens de réaliser des gains d'efficacité en matière de fourniture de l'assistance, par exemple changements de modalité, nouveaux partenariats, etc. et</p>	Bureau de pays	<p>a) La recommandation est acceptée.</p> <p>Le financement en faveur de l'alimentation scolaire est désormais prévu de manière plus durable à court et à moyen terme. Le passage aux transferts de type monétaire et la collaboration directe avec les structures gouvernementales ont permis de réaliser des gains d'efficacité. Dans le cadre des interventions nutritionnelles, les activités d'urgence telles que la supplémentation alimentaire généralisée associée à l'assistance alimentaire à des fins humanitaires ont bénéficié d'un soutien important alors que d'autres interventions, en particulier le traitement de la malnutrition modérée, ont eu moins de succès. Les activités prévues en matière de traitement de la malnutrition modérée ont donc été modulées en fonction des ressources disponibles prévues, l'accent étant mis sur les zones caractérisées par une forte prévalence de la malnutrition.</p>	2019

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU MALI POUR LA PÉRIODE 2013-2017			
Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p>b) élaborer une stratégie de transfert des responsabilités avec ses partenaires et le Gouvernement en vue de réduire autant que possible les incidences négatives que la réduction de la couverture des activités du PAM aura sur les bénéficiaires, et trouver à un stade précoce de ce processus d'autres organisations susceptibles de prendre le relais du PAM et fournir les sources de financement nécessaires. L'intégration de certaines activités dans les principales interventions de protection sociale et de santé financées par le Gouvernement peut faire partie des solutions.</p>		<p>b) La recommandation est partiellement acceptée.</p> <p>Le PAM continuera de plaider pour l'allocation de davantage de fonds publics au programme d'alimentation scolaire et pour l'affectation de ressources à l'élaboration d'un protocole national de traitement de la malnutrition, dans le cadre des efforts déployés par le Gouvernement pour étendre son programme de protection sociale. Le fait que l'alimentation scolaire et les interventions de lutte contre la malnutrition soient explicitement reconnues comme des éléments du système de protection sociale et que le Gouvernement ait récemment alloué 1,8 million de dollars É.-U. à l'expansion des programmes de filets de sécurité a suscité chez les donateurs un regain d'intérêt pour ces interventions. Cependant, à court ou à moyen terme, les perspectives de transfert intégral des responsabilités relatives aux interventions du PAM au Gouvernement sont limitées en raison de la faible marge de manœuvre budgétaire dont dispose ce dernier. Le bureau de pays s'emploie à faciliter un éventuel transfert des responsabilités en améliorant la cohérence entre les activités qu'il met en œuvre et celles qui sont menées par le Gouvernement et d'autres acteurs et en fournissant un soutien au Gouvernement en matière d'élaboration des politiques.</p>	

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU MALI POUR LA PÉRIODE 2013-2017			
Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
<p>Recommandation 4: Gérer les modifications d'activités et de modalités</p> <p>Le PAM devrait concevoir un outil qui permette de recenser en bonne et due forme les implications directes et indirectes des modifications des activités et de leurs modalités avant qu'elles ne soient mise en œuvre, de façon à éclairer la prise de décision par des éléments factuels. Cet outil devrait comprendre une analyse quantitative et qualitative et intégrer les avis des bénéficiaires et des autres parties prenantes clés. Dans les secteurs où les éléments factuels sont peu nombreux, le PAM devrait envisager de procéder à des évaluations d'impact.</p>	<p>Bureau de pays avec l'appui du bureau régional, de la Division des politiques et des programmes et de la Division chargée de la chaîne d'approvisionnement</p>	<p>La recommandation est partiellement acceptée.</p> <p>Le bureau de pays recueille des informations sur les liens entre les activités, notamment les synergies et les complémentarités sous-tendant la décision de poursuivre une approche multisectorielle, ainsi que sur les effets attendus des investissements consacrés au renforcement de la résilience du point de vue des besoins futurs en matière de secours d'urgence. Ce travail devrait nécessiter l'utilisation de différentes approches plutôt que d'un seul outil. Plusieurs évaluations ont été réalisées entre 2013 et 2017 et ont reposé sur l'emploi de méthodes qualitatives et quantitatives et la conduite d'entretiens avec les bénéficiaires et les principales parties prenantes. Il est prévu de réaliser des évaluations d'impact et des études de référence à l'aide de méthodes quantitatives et qualitatives au cours des deux prochaines années afin d'éclairer la conception et la mise en œuvre du PSP et des grands projets financés par le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, le Canada, l'Union européenne ainsi que d'autres donateurs.</p>	<p>2019-2020</p>
<p>Recommandation 5: Renforcer les activités 3A</p> <p>Le PAM devrait développer et renforcer la conception et la méthode de suivi des activités 3A, afin que:</p> <p>a) toutes les interventions soient conçues de façon à permettre le suivi des effets directs; et</p>	<p>Bureau de pays avec l'appui du bureau régional et de la Division des politiques et des programmes</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>a) Le bureau de pays collecte actuellement des données de référence, en particulier concernant les activités de renforcement de la résilience, de manière à pouvoir comparer les situations avant et après les</p>	<p>2019-2020</p>

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU MALI POUR LA PÉRIODE 2013-2017			
Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
		interventions. Ces travaux relatifs aux données de référence font partie des activités de renforcement de la résilience qui seront mises en œuvre grâce au financement du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement et ils seront pris en compte dans le ciblage révisé du programme d'alimentation scolaire.	
b) l'on exploite au mieux les enseignements tirés de l'approche "village Faim zéro", qui suppose l'intégration de plusieurs modalités d'assistance, notamment les activités 3A.		b) Les activités 3A sont de plus en plus souvent mises en œuvre dans le cadre d'une stratégie multisectorielle plus générale permettant de traiter les différentes facettes de la résilience. L'activité multisectorielle mise en œuvre avec le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement et la proposition présentée conjointement avec la FAO et l'UNICEF au Canada pour examen, en constituent de bons exemples.	
<p>Recommandation 6: Élaborer une stratégie relative à la problématique hommes-femmes</p> <p>Le PAM devrait élaborer une stratégie opérationnelle fondée sur des données factuelles pour l'intégration de la problématique hommes-femmes dans la programmation, veiller à ce que la programmation repose sur une analyse spécifique de cette problématique et renforcer l'équipe de pays chargée de ces questions.</p>	Bureau de pays avec l'appui du bureau régional, de la Division des politiques et des programmes et du Bureau chargé de la prise en compte de la problématique hommes-femmes	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>Les questions liées à la problématique hommes-femmes et à la protection (également examinées dans la réponse à la recommandation 7) doivent être prises en compte dans la planification et le suivi des activités. Afin de mieux prendre en considération les questions d'égalité entre les sexes dans la programmation, le bureau de pays renforcera et généralisera la conduite participative d'analyses différenciées par sexe (et par âge). Avec l'appui du Siège et du bureau régional, et sous réserve de la disponibilité de</p>	2020

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU MALI POUR LA PÉRIODE 2013-2017			
Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
		ressources, il étudiera la possibilité de s'associer au programme du PAM visant à favoriser l'évolution des relations entre les sexes, en vue d'intégrer la problématique hommes-femmes dans sa programmation, ses opérations et la structure du bureau. Les constatations permises par la généralisation des analyses différenciées par sexe (et par âge) participatives éclaireront le choix des modalités de transfert, des procédures de ciblage et de livraison ainsi que des systèmes de suivi. À moyen terme, le PAM s'efforcera de trouver des moyens de réduire les inégalités entre les sexes, notamment en tirant parti du programme d'alimentation scolaire et en offrant des moyens de subsistance de manière équitable. Une première étape consistera à effectuer des travaux de recherche appliquée dans le but de déterminer les situations et les éléments d'appréciation propres à chaque endroit et à chaque contexte. Bien que les modalités de ces travaux de recherche restent à préciser, l'objectif est d'élaborer et de commencer à mettre en œuvre des stratégies adaptées au cours des deux prochaines années.	
<p>Recommandation 7: Renforcer le mécanisme de remontée de l'information sur la protection et l'accès à des fins humanitaires</p> <p>Le PAM devrait:</p> <p>a) accélérer l'établissement du mécanisme complet de remontée de l'information mis à la disposition des bénéficiaires et faire en sorte que ces derniers, les partenaires d'exécution et les tiers chargés du suivi soient informés correctement de leurs droits, rôles et responsabilités concernant ce nouvel outil; et</p>	Bureau de pays avec l'appui du bureau régional et de la Division des politiques et des programmes	<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>a) La mise en place d'un mécanisme de réclamation et de remontée de l'information, à savoir un numéro d'appel téléphonique gratuit, est en bonne voie. Il s'agit notamment de mettre en place des</p>	Juin 2019

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU MALI POUR LA PÉRIODE 2013-2017			
Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
		procédures spéciales pour les plaintes de nature délicate liées à la gestion et touchant aux questions de protection, et d'élaborer une stratégie de communication visant à informer les bénéficiaires sur le mécanisme de remontée de l'information.	
b) améliorer le suivi de la protection des femmes, des filles et des autres groupes vulnérables.		b) Dans l'immédiat, le PAM s'attachera avant tout à "ne pas nuire", en concevant des interventions qui ne contribuent pas à aggraver les problèmes de protection.	
<p>Recommandation 8: Exploiter les technologies pour réduire les coûts et améliorer l'impact</p> <p><i>S'agissant des évaluations de la sécurité alimentaire, le PAM devrait réaliser une étude pour recenser les méthodes efficaces de collecte et d'analyse des données sur les ménages en situation d'insécurité alimentaire et les ménages vulnérables et sur les causes profondes des besoins, en s'intéressant aux nouveautés dans les domaines suivants: analyse et cartographie de la vulnérabilité par téléphonie mobile, évaluation assistée par téléphonie mobile, collecte d'informations quantitatives et qualitatives dans le cadre du suivi par des tiers et éventuelles synergies avec d'autres initiatives telles que le registre social unifié géré par le Gouvernement.</i></p> <p>a) S'agissant des <i>transferts de type monétaire</i>, le PAM devrait évaluer le potentiel de l'utilisation de bons dans les zones reculées et de transferts électroniques dans les zones urbaines où l'on utilise généralement des bons; et</p>	Bureau de pays avec l'appui du bureau régional, de la Division des politiques et des programmes et de la Division chargée de la chaîne d'approvisionnement	<p>a) La recommandation est acceptée.</p> <p>Le système d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité par téléphonie mobile est en cours de généralisation et les dispositifs de surveillance par des tiers ont été étendus et développés. Le bureau de pays participe aussi activement à la planification de la mise en service d'un registre social unifié géré par les pouvoirs publics.</p>	2019-2020

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS AU MALI POUR LA PÉRIODE 2013-2017			
Recommandations	Organes responsables	Réponse de la direction et mesures prises	Délai de mise en œuvre
b) Renforcer ses partenariats avec les prestataires de services de téléphonie mobile.		<p>La recommandation est acceptée.</p> <p>b) Des analyses sont effectuées en permanence pour éclairer le choix de modalités de transfert appropriées. Des accords sont en passe d'être conclus avec divers prestataires de services financiers, ce qui permettra d'assurer une très large couverture géographique; toutefois, compte tenu des chevauchements entre les zones couvertes par certains fournisseurs, le degré de redondance est important.</p>	

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	assistance alimentaire pour la création d'actifs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ONG	organisation non gouvernementale
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance